III. HISTOIRE, ANTHROPOLOGIE

Fathi TRIKI, *L'esprit historien dans la civilisation arabe et islamique*. Faculté des sciences humaines et sociales, Maison tunisienne de l'Édition, Tunis, 1991. In-8° broché, 404 p. dont 11 p. d'index.

Fathi Triki publie là sa thèse de doctorat d'État, soutenue à Paris I en 1986. L'ouvrage entend rendre compte de la mise en place de « l'esprit historien » dans la civilisation musulmane. L'auteur explique le sens fleurant l'hégélianisme de la locution dans quelques annotations dont il ressort qu'elle désigne les étapes que parcourt la culture entre la chronique et la rationalisation du temps, entre la révélation discontinuée d'une « religion de l'engagement » et la *Muqaddima*, entre la narration inspirée et poétique et la philosophie de l'histoire, entre le « récit mytho-poétique du Coran » (p. 361) et l'abstraction. Du mythe à la raison, de la collection des événements à la réflexion universelle, de la compilation au concept prennent place, comme les jalons principaux du devenir Histoire de l'histoire, Ṭabarī, Bīrūnī, Miskawayh et Masʿūdī (p. 361). Peut-être la patience du lecteur sera-t-elle quelquefois mise à l'épreuve par une langue décevante ou par l'emporte-pièce de tel ou tel jugement. Il reste que l'ouvrage n'est pas, loin s'en faut, sans mérite. Son ambition de tout embrasser le voue tout à la fois à la pensée (générale) et à l'imprécision. S'il étreint mal — ceux qui fréquentent les textes avec plus d'assiduité que l'auteur désapprouveront bien certainement les présentations enlevées qui se succèdent lors de cet essoufflant parcours — rien n'y manque... rien que « les patientes études » et les « minutieuses analyses » (p. 263).

Dominique MALLET
(IFEAD, Damas)

Michael CHAMBERLAIN, *Knowledge and social practice in medieval Damascus, 1190-1350*. Cambridge Studies in Islamic Civilization, Cambridge University Press, 1994. 15,5 × 23,5 cm, 199 p.

Dans cet ouvrage, Michael Chamberlain étudie « l'usage social du savoir » à Damas pendant un « haut Moyen Âge », qu'il définit comme la période qui part du milieu du XIIe siècle et s'étend jusqu'à l'épidémie de peste noire en 1347-1349. À cette période, l'auteur montre que le pouvoir, sous la plupart de ses aspects sociaux, politiques, culturels et économiques, était détenu par les « maisons » (*bayt*) des élites et non par l'État, ou les corps constitués, civils ou religieux. Une particularité de cet ouvrage est de s'appuyer sur une analyse comparatiste entre civilisations de l'Eurasie pour se focaliser ensuite sur l'histoire de l'islam médiéval à travers l'exemple de Damas.

BCAI 14 (1998) M. Chamberlain: Knowledge and social practice in medieval Damascus, 1190-1350, recensé par D. Aigle
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

L'attention portée à la stratégie des « maisons », c'est-à-dire à l'acquisition du pouvoir et à sa transmission d'une génération à l'autre, plutôt qu'à la taxinomie des institutions, permet à M. C. de comparer le Moyen-Orient avec d'autres sociétés, sans poser l'Europe en modèle privilégié. Malgré l'absence des droits et privilèges héréditaires qui assuraient la transmission du statut dans la société féodale occidentale, la survie des élites au Moyen-Orient a été moins précaire que ne l'ont trop souvent vu les historiens. À Damas, quelques « maisons » ont transmis leur statut du début du XIIe siècle jusqu'à la deuxième moitié du XIVe siècle, beaucoup d'autres plus modestement sur deux ou trois générations.

M. C. aborde plusieurs questions centrales de l'histoire sociale et culturelle du Moyen-Orient. Comment les « maisons » de l'élite se reproduisaient-elles dans le temps? Comment se défendaient-elles contre les déprédations des soldats? Par quels moyens les élites s'attachaient-elles les fidélités qui leur étaient utiles? Cette étude est focalisée sur les élites parce que, comme le remarque M. C., les sources les concernant sont meilleures que pour d'autres groupes, tels que les guerriers et, bien davantage encore, le menu peuple.

L'auteur détaille les problèmes que posent les sources, majoritairement narratives, constituées en grande partie d'anecdotes invérifiables et qui obéissent à des conventions littéraires difficiles à interpréter. Bien que les dates, les lieux et les noms soient généralement corrects, les descriptions des personnages sont souvent idéalisées, et il est difficile de distinguer les indications dignes de foi des lieux communs littéraires. M. C. pense, à juste titre, qu'il est possible d'interpréter les anecdotes consignées dans les chroniques et les dictionnaires biographiques. En effet, qu'elles fussent vraies ou fausses est moins important que le fait qu'elles avaient une signification pour ceux qui les relataient et ceux qui les écoutaient. L'écart entre le lieu commun littéraire et la réalité sociale ne doit pas bloquer l'historien, aucun matériau « littéraire » n'est sans signification ou sans usage social.

Dans le premier chapitre, l'auteur examine comment le changement des formes de domination à Damas, aux XIIe et XIIIe siècles, a transformé le recrutement des élites civiles, leurs relations avec le pouvoir et les conditions de leur reproduction sociale. Il situe ces développements dans le contexte plus large de l'histoire eurasienne à cette époque, pour faire ressortir les particularités du Moyen-Orient et pour introduire les concepts de « patrimonialisme maladroit » et de *fitna* qui sont éclairants, du point de vue de l'auteur, sur l'histoire sociale de Damas.

Au XIIIe et au XIVe siècle, le Moyen-Orient et les autres sociétés agraires eurasiennes partageaient un certain nombre de caractéristiques dont il faut chercher l'origine dans des réseaux commerciaux en expansion, d'amples mouvements monétaires et techniques, la diffusion de structures étatiques voisines et les pressions des peuples de la steppe et du désert. M. C. pose l'hypothèse que cette évolution découle, pour l'essentiel, de la diffusion de nouvelles techniques militaires (selles de chevaux, étrier, équipement et armement des cavaliers) qui bouleversèrent l'ancien équilibre entre fantassins et cavaliers, caractéristique de l'Antiquité. Vers 1100, du Japon à l'Atlantique, la plupart des territoires propices à l'élevage des chevaux étaient dominés par une élite de guerriers à cheval. Cette domination des cavaliers dans l'Eurasie agraire, Chine exceptée, eut deux conséquences majeures : une certaine uniformisation des formes de domination économiques sur tout le continent et la fragmentation du pouvoir politique.

BCAI 14 (1998) M. Chamberlain: Knowledge and social practice in medieval Damascus, 1190-1350, recensé par D. Aigle
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

Dans l'Occident latin comme au Moyen-Orient, les dirigeants de cette période contrebalançaient les lignages de cavaliers qui détenaient des terres en recrutant des mercenaires payés en pièces de monnaie. Mais, tandis qu'en Europe ces mercenaires n'eurent jamais un pouvoir social et politique prépondérant face à l'aristocratie féodale héréditaire, au Moyen-Orient, où les lignages militaires étaient peu nombreux, le pouvoir militaire de décision et le statut social qui allait de pair étaient aux mains des mercenaires cantonnés dans les garnisons des villes et non aux mains d'une aristocratie dispersée territorialement.

Toujours dans une démarche comparatiste, l'auteur oppose l'Occident latin et le Japon d'une part, aux empires agraires situés à la périphérie de l'Asie centrale et continentale d'autre part. Il note qu'aux deux extrémités du continent, les pasteurs furent rarement intégrés dans les appareils de l'État, tandis qu'ailleurs, au Moyen-Orient par exemple, n'ayant pas d'attaches locales, ils étaient souvent engagés dans les conflits locaux. Leur recrutement élargissait ainsi le fossé entre les guerriers et les citadins. En effet, dans beaucoup de sociétés agraires eurasiennes, l'élite guerrière était séparée par la langue, la culture et le mode de vie, aussi bien des agriculteurs que des habitants des villes qu'ils dirigeaient.

La différence entre les deux civilisations apparaît également dans la nature des liens sociaux. Dans les deux cas, les guerriers négociaient des « bénéfices » en échange de « services » et ils étaient liés à leurs patrons par des serments et des rapports personnels qui s'exprimaient à travers un langage emprunté à celui de la « maison ». Cependant, alors que, dans l'Occident latin, ces liens étaient privés, contractuels et légalement héréditaires, en Syrie ce sont des liens personnels qui se développaient entre les dirigeants. L'espace social ouvert, qui rendait possible de tels liens personnels, les rendait aussi plus faciles à briser; en pratique la première tâche d'un individu ayant atteint une certaine position consistait à éliminer ses rivaux possibles, et donc sa propre cohorte.

Les dirigeants et les émirs récompensaient les élites civiles (*aʿyān*) de différentes manières, soit par des appointements et des gratifications, soit au moyen de *waqf ahlī*. Les principaux *waqf* constitués à Damas par les « maisons » des sultans et des émirs étaient des *madrasa*, fondées non en tant qu'actes du pouvoir en place, mais comme actes privés, comme le montre par exemple le rôle des femmes. Toutefois, malgré ce statut privé, les *waqf* jouaient souvent un rôle politique et social. Avec les *waqf* comme avec les *iqṭāʿ*, les dirigeants donnaient aux élites dont ils dépendaient un contrôle temporaire sur des sources de revenu, mais en aucun cas le bénéficiaire n'en acquérait la propriété au sens européen.

Dans le deuxième chapitre, M. C. pose deux questions. Quelle fut la relation entre les nombreuses fondations de *madrasa* et la transmission du savoir? Dans quelle mesure les *madrasa* ont-elles servi les stratégies sociales et politiques de l'élite? Critiquant le point de vue des historiens sur le rôle des *madrasa*, considérées généralement comme des institutions ayant pour but de former les cadres idéologiques nécessaires à la « renaissance sunnite », l'auteur affirme à bon droit que les institutions et les pratiques culturelles ne peuvent être étudiées en les isolant de leur contexte politique et social.

Le débat central du livre commence avec le troisième chapitre. Selon M. C., le grand nombre d'institutions charitables fondées par les « maisons » a crée un grand nombre de

BCAI 14 (1998) M. Chamberlain: Knowledge and social practice in medieval Damascus, 1190-1350, recensé par D. Aigle
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

postes appointés (*manṣab*) et a mis à la disposition des *aʿyān* une nouvelle forme d'« éducation supérieure ». L'acquisition des *manṣab* devint un objet de lutte entre les *aʿyān*, de la même manière que la compétition pour les *iqṭāʿ* entre les émirs.

La compétition sociale des élites pour les « honneurs rétribués » caractérisait à la fois les émirs et les *aʿyān*. Les deux groupes utilisaient un langage similaire, emprunté au vocabulaire de la guerre, dont l'auteur donne de nombreux exemples. Comme les *manṣab* ne s'obtenaient pas par héritage ou à la suite d'examens, et comme aucun concept de droit n'y était attaché, acquérir et conserver un *manṣab* récompensait, la plupart du temps, l'habileté politique. Le contrôle temporaire d'un *manṣab* par un individu ou un lignage était chose courante et, souvent, les familles négociaient l'échange des *manṣab* entre elles. En conclusion, selon M. C., la fondation de tant de *madrasa* dans la ville reflète moins un changement dans l'éducation religieuse qu'un changement d'orientation dans la nature de la compétition sociale.

Dans le quatrième chapitre, M. C. examine la manière dont les *aʿyān* ont acquis leur distinction culturelle. Les élites militaires comme les élites civiles concevaient leurs liens de fidélité, de dépendance et d'obligations réciproques comme un service volontaire (*ḫidma*) et bien que ces devoirs ne soient pas définis au sens légal ou contractuel, ils s'exprimaient dans un langage très voisin de celui qui était utilisé en Occident. Ces liens de service (*ḫidma*) étaient accompagnés d'autres formes d'implication personnelle (*mulāzama, taraddud, ziyāra, ṣuḥba*) et, en définitive, ces différentes pratiques engendraient des fidélités entre les élites qui, dans un monde où la richesse, la puissance et le statut social étaient constamment redistribués, auraient eu peu de liens entre elles.

Enfin, dans le cinquième chapitre, M. C. examine comment les *aʿyān* ont fait usage du contrôle qu'ils exerçaient sur la production du savoir pour leur propre promotion sociale. Pour les émirs comme pour les *aʿyān*, le statut, la puissance et la richesse étaient obtenus par la compétition; leurs marques de distinction s'exprimaient à travers un langage semblable. De même que les militaires étaient des *arbāb al-sayf*, les élites civiles étaient des *arbāb al-qalam* ou des *arbāb al-manāṣib*, pour ne reprendre que quelques-uns des exemples donnés par l'auteur.

En conclusion, M. C. met l'accent sur le fait que la loi religieuse, les institutions et le savoir lui-même ne peuvent pas être pensés en termes de domaines formels. Ils étaient à la fois les instruments et les domaines d'un combat incessant pour le pouvoir et le statut social. Les élites instruites luttaient pour garder le droit de représenter le *ʿilm* à l'intérieur d'un seul groupe. Elles utilisaient aussi leur contrôle sur le *ʿilm* pour lutter les unes contre les autres. Mais elles ne possédaient pas les moyens institutionnels pour limiter à un petit nombre la possibilité socialement reconnue d'articuler la vérité au moyen de diplômes, de certificats ou de nominations. Même le pouvoir social des cadis n'était pas celui d'une élite ayant derrière elle les instruments de coercition d'un État ou d'un corps reconnu. Cette capacité était plutôt la récompense temporaire pour un succès dans les luttes multiformes et incessantes des individus et des groupes les uns contre les autres.

Denise Aigle
(EPHE, Paris)

BCAI 14 (1998) M. Chamberlain: Knowledge and social practice in medieval Damascus, 1190-1350, recensé par D. Aigle
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

Jean AUBIN, *Émirs mongols et vizirs persans dans les remous de l'acculturation.* Association pour l'avancement des études iraniennes, Studia Iranica, cahier 15, Paris, 1995. 96 p., index, tableaux généalogiques.

Quand l'ambitieux Rukn al-Dīn Sā'in voulut persuader Amir Chupan, à la maison duquel il était attaché, d'appuyer sa candidature au vizirat après la mort de Tāj al-Dīn 'Alīshāh en 1324, il fit valoir qu'il y avait eu déjà maints exemples d'un tel patronage. Sous Arghun, Ordoqiya avait soutenu Sa'd al-Dawla; sous Geikhatü, Taghachar avait patronné Ṣadr al-Dīn Khālidī; sous Ghazān, Sa'd al-Dīn Sāvajī avait été le protégé de Nurin Aqa, cependant que, sous Öljeitü, Tāj al-Dīn 'Alīshāh avait eu l'appui d'Amir Ḥusayn Küregen (Ḥāfiẓ-i Abrū, *Dhayl-i ǧāmi' al-tawārīkh*, B.N., ms. persan, n° 255, f° 506a). En fin de compte, comme il s'était montré peu à la hauteur, autant comme vizir que comme agent chupanide, Sā'in devint — pour reprendre l'expression de Shabānkāra'ī — « gibier de sabre » (*shikār-i shamshīr*), comme on le voit sur la couverture de cette élégante monographie. De cela également, il y avait eu déjà maints exemples, même si, le plus souvent, les vizirs n'étaient pas mis à mort par leurs anciens patrons, mais tombaient en même temps qu'eux. Car ce n'était pas seulement les vizirs qui risquaient la décapitation ou la bissection; les émirs mongols, eux aussi, étaient susceptibles de devenir « gibier de sabre ».

C'est ce type de relations qui fait l'objet du présent ouvrage. J. Aubin s'est avec raison proposé d'étudier les complexes rapports interactifs entre les élites mongoles et le monde de la bureaucratie persane autant que possible sur le vif, plutôt qu'à titre de représentants abstraits de deux civilisations antagonistes. Comme nous le rappelle sa brève introduction, Mongols et Persans ont vécu côte à côte pendant un long et tumultueux siècle, et ont partagé un même destin. Si la question sous-jacente reste bien celle de l'acculturation des « barbares » mongols et de leur degré d'intégration dans la société persane, ce que l'auteur explore ici, c'est cette zone floue où les ressemblances entre les noyans et leurs associés persans sont aussi importantes que les différences. Les influences n'ont pas toujours été à sens unique, et nous ne devons pas trop prendre pour argent comptant ce prétendu triomphe de la civilisation persane que décrivent — à en croire du moins une lecture rapide — les chroniqueurs indigènes, non parfaitement détachés des préjugés qu'ils laissent paraître.

Les deux groupes rivaux des émirs et des vizirs ne sont ni monolithiques ni exclusifs l'un de l'autre, même de façon formelle. Sous le règne d'Abū Sa'īd, nous avons à la fois un vizir mongol (Dimashq Khwāja, fils de Chupan) et un vizir persan comme Ghiyāth al-Dīn, à l'évidence tout autant homme d'épée qu'homme de plume, de même qu'avant lui Ṣadr al-Dīn Khālidī. C'est seulement en traçant la courbe des carrières individuelles que l'on peut espérer parvenir à une compréhension plus affinée du dessous des choses; et de fait, comme on pouvait s'y attendre, l'analyse à laquelle se livre J. Aubin fait apparaître la situation dans toute sa complexité, et avec une profusion de paradoxes.

Ayant une fois indiqué à ses lecteurs ce qu'il se proposait de faire, J. Aubin laisse parler les documents à sa place, se contentant en général de suggérer plutôt que d'expliquer. Ceux qui connaissent ses magistrales études d'histoire persane reconnaîtront vite ce style concis,

BCAI 14 (1998) M. Chamberlain: Knowledge and social practice in medieval Damascus, 1190-1350, recensé par D. Aigle
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net